

REÇU LE

2 8 NOV. 2011

SECTEUR DE LA
AN ALSA
S.G.A.R.E.

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 015-2011

Séance du : 22 novembre 2011
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 3 membres
Absents excusés : 12 sans procuration de vote
Absents non excusés : 4 sans procuration de vote

2° point de l'ordre du jour : débat d'orientation budgétaire

Le Conseil, après en avoir délibéré

prend acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2012 du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts.

Vote

Votants : 3
Pour : 3
Contre : 0
Abstention : 0

Adopté

Le Président

Daniel PAYOT

Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Délibération du Conseil d'administration
n° 015- 2011 du 15 novembre 2011

Objet : Débat d'orientation budgétaire

Exposé des motifs

L'année 2012 va constituer la première année pleine de fonctionnement du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, créé en janvier 2010. L'autonomie de l'établissement s'incarnera ainsi, après le transfert des personnels au 1^{er} octobre 2010, par le vote d'un budget propre et de plein exercice, dont l'exécution financière reviendra, à compter du 1^{er} janvier 2012, au Pôle.

Pour une meilleure visibilité sur le budget primitif 2012 du Conseil d'administration, de la direction, de l'administration et des équipes, il est proposé que celui-ci soit adopté au conseil du 13 décembre 2011.

Le budget primitif 2012 du Pôle sera donc un budget de transition, caractérisé par une stabilité des dépenses et des recettes, conformément aux engagements pris par le président et les collectivités d'origine, en particulier au sein des statuts de l'établissement qui disposent, en leur article 29, que :

- « - la Ville de Mulhouse apporte à l'établissement une contribution équivalente à la charge nette que représentait l'école d'art Le Quai au dernier compte administratif clos de la Ville de Mulhouse ;
- la Ville de Strasbourg attribue à l'établissement des prestations en nature et une contribution équivalente à la charge nette majorée des frais de structure que représentait l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg et l'enseignement supérieur en musique du Conservatoire de Strasbourg au dernier compte administratif clos ;
- la Communauté Urbaine de Strasbourg attribue à l'établissement des prestations en nature et une contribution équivalente à la charge nette majorée des frais de structure que représentait l'Ecole supérieure des arts décoratifs de Strasbourg et les enseignements supérieurs en musique du Conservatoire de Strasbourg au dernier compte administratif clos. »

Ce budget s'attachera bien entendu à incarner les ambitions du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, qui se matérialiseront notamment par :

- la mise en place d'instances harmonisées de gouvernance pédagogique favorisant l'émergence d'un projet d'établissement,
- le développement d'une politique de recherche favorisant la pluridisciplinarité, d'une part, et en relation avec l'université, d'autre part,
- le développement d'une politique internationale favorisant la mobilité des étudiants et des enseignants avec une attention soutenue aux projets transfrontaliers,
- le développement d'une politique de communication fondée sur la promotion de l'excellence et l'accompagnement de projets multistates et pluridisciplinaires,
- un certain nombre de projets ciblés comme la semaine Transe, le salon du design de Milan, la classe préparatoire d'Offenburg, le catalogue des diplômés, qui en sont une bonne illustration.

Les dépenses

Les dépenses de fonctionnement, y compris les charges de personnels, sont identiques aux dépenses directes et indirectes consenties antérieurement par les villes et sont donc placées sous le signe de la

stabilité et de la continuité, par rapport aux contributions 2010 des collectivités d'origine et au budget 2011 de l'établissement (lequel porte, pour mémoire, sur le dernier trimestre de l'année 2011).

Certains frais supplémentaires, induits par l'autonomisation du Pôle, sont toutefois à prévoir au budget 2012. Ainsi en va-t-il par exemple de la couverture du risque chômage pour les agents contractuels transférés au Pôle, de la rémunération des prestations de traitement automatisé des opérations liées à la liquidation de la paye des agents contractuels, vacataires et nouvellement recrutés directement par le Pôle, assurées par le Conseil général du Bas-Rhin, de la cotisation au Centre de gestion du Bas-Rhin pour les compétences obligatoires et facultatives, de la couverture du risque statutaire des agents également assurée par le Centre de gestion du Bas-Rhin (couverture des risques maladie, maternité, décès et accidents du travail...) ou de l'adhésion au CNAS.

Pour couvrir ces dépenses induites, les contributions nettes des villes pourraient être revues en conséquence, selon une clé de répartition restant à définir.

Il est à préciser que les services et prestations qui continueraient à être assurées par les Villes en 2012 au bénéfice du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, les prestations informatiques, l'entretien courant des locaux et véhicules mis à disposition par exemple, seront refacturées au Pôle, qui les remboursera chaque trimestre ou mois, selon la temporalité décidée par convention, aux deux villes.

Les recettes

Les recettes 2012 répondent à une logique similaire à celle prévalant sur les dépenses, à savoir la stabilité.

Les recettes sont constituées pour l'essentiel de la contribution des villes de Mulhouse et de Strasbourg, de l'Etat, de la Région Alsace et du Département du Bas-Rhin.

A ces contributions et subventions, s'ajoutent celles versées par l'Union européenne, sur projet, ainsi que les produits propres du Pôle : droits d'inscription aux concours et commissions d'équivalence, droits de scolarité, droits tirés des ateliers publics et cours du soir... Le Conseil d'administration a acté lors du conseil du 30 septembre 2011 leur stabilité pour l'année scolaire 2011/2012 mais une révision de ceux-ci pourrait être proposée pour la rentrée 2012.

Les questions encore en suspens

Les investissements

Le budget 2011 du Pôle n'était qu'un budget de fonctionnement, l'investissement restant à la charge des villes, sur leur budget propre, dans la mesure où elles demeurent propriétaires des bâtiments, espaces verts et véhicules, tandis que leur entretien et maintenance font l'objet d'une refacturation à au Pôle.

Cette configuration, qui sera soumise au vote du conseil d'administration lors d'une prochaine séance, pourrait être maintenue en 2012.

La question reste posée de doter l'EPCC d'un budget d'investissement propre, comme c'était le cas à l'ESADS et au Quai antérieurement, de sorte à ce que l'établissement puisse de manière souple et selon les règles applicables aux marchés qu'il adoptera, investir dans du matériel pédagogique par exemple. Il percevrait ainsi les cofinancements correspondants, de l'Etat notamment.

Les EPCC n'étant pas habilités à percevoir le FCTVA, cette option conduirait à priver les deux collectivités d'origine de la perception du FCTVA, soit une perte annuelle évaluée pour la Ville de Strasbourg 20 à 30 000 euros par an et, pour la Ville de Mulhouse, à 8 000 euros par an.

Si cette option était retenue, il importerait alors de s'assurer de la dotation des villes du budget d'investissement nécessaire au fonctionnement de l'EPCC et de s'entendre sur les procédures applicables aux marchés d'investissement passés par les villes pour le compte du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts.

Les dépenses de l'enseignement supérieur musical

S'il est clair que les recettes de l'enseignement supérieur de musique seront reversées au Pôle, la part des dépenses de l'enseignement supérieur de musique du Conservatoire, y compris des personnels enseignants, transférées à l'EPCC est encore mal identifiée.

En effet, le ratio apparu le plus pertinent pour élaborer le BP 2011 de l'établissement pour évaluer les dépenses de l'enseignement supérieur de musique a été le nombre d'heures d'enseignement supérieur musical, soit 12,09 % des heures d'enseignement supérieur total dispensé par le Conservatoire. Or, ce ratio devra par définition être revu chaque année en fonction du nombre d'heures effectuées ; de plus, les modes de collaboration avec le Conservatoire de musique de Strasbourg doivent être précisés pour établir si tous les types de dépenses sont concernés par l'application de ce ratio.

Aussi, un travail approfondi devra être mené avec la Ville de Strasbourg pour affiner ces aspects en vue du BP 2012.

Les grandes lignes de ce budget de transition, qui sera donc nécessairement soumis à des réajustements en cours d'année, se veulent donc à la fois conformes aux vœux du conseil d'administration et prudent, s'agissant d'une période de construction de l'établissement. Il n'est pas moins en cohérence totale avec la vocation de l'établissement qui allie un projet original fondé sur la pluridisciplinarité aux exigences de l'harmonisation européenne des enseignements supérieurs.

Des réajustements seront à prévoir en cours d'exercice à la fois en fonction de la précision apportée aux montants nécessaires en dépenses et possibles en recettes et au vu du Compte administratif 2011 de l'établissement, qui déterminera la réalité de l'exercice budgétaire 2011.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le texte suivant :

Le Conseil d'administration

Vu l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L 1111-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

prend acte

de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2012
du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts.